

## Risques liés à l'intégrité des tiers



### CONTEXTE ACTUEL

- Le fait de travailler avec des tiers, en particulier à l'étranger, présente des risques.
- Les tiers peuvent exposer votre organisation à une atteinte à sa réputation, à un risque opérationnel et à des enquêtes gouvernementales, de même qu'à des pénalités financières, voire à d'éventuelles accusations criminelles.
- Ce sont les personnes derrière une tierce organisation qui comptent vraiment – à quel point connaissez-vous réellement ceux avec qui vous faites affaire?

En raison de l'accroissement des transactions et de la surveillance réglementaire à l'échelle mondiale, les organisations doivent examiner leurs relations d'affaires de plus près afin d'évaluer les risques, d'engager des négociations éclairées et de respecter leurs obligations réglementaires. Les organisations qui ne procèdent pas à une telle évaluation s'exposent à un risque opérationnel, à des pénalités financières et à une atteinte à leur réputation.

Les organisations commandent des rapports de contrôle diligent sur l'intégrité pour s'assurer de se conformer aux lois sur corruption et aux règlements contre le blanchiment d'argent. De plus, les évaluations indépendantes peuvent également être utilisées pour la réalisation d'évaluations des risques liés aux fournisseurs, de revues de transactions ou de contrôles diligents portant sur des hauts dirigeants.

KPMG a analysé les constatations tirées d'environ 8 000 rapports de contrôle diligent sur l'intégrité que des cabinets membres de KPMG International ont mené afin de comprendre la nature des risques auxquels s'exposent les organisations en raison de leurs associations d'affaire avec des tiers<sup>1</sup>. Les résultats de notre analyse remettent en question certaines des conceptions les plus répandues au sujet des pratiques de contrôle diligent et de la nature des risques liés aux tiers.

#### Principales constatations

Voici certaines des principales constatations dégagées :

- Plus de 20 % des rapports étaient associés à des risques importants (allégations ou cas avérés de corruption, de fraude, de blanchiment d'argent ou d'autres pratiques contrevenant à l'éthique ou à la loi).

- Dans le cas de 66 % des rapports, des risques ont été relevés, mais n'étaient pas nécessairement sérieux (structure de propriété nébuleuse, association avec des personnes politiquement exposées, implication significative dans une poursuite au civil).
- Seulement 12 % des rapports ont été jugés exempts de tout risque du point de vue de l'intégrité.

#### Analyse du risque par secteur

Notre analyse montre que le secteur des services financiers est de loin celui qui présente les risques les plus élevés liés à l'intégrité des tiers. De plus amples renseignements sont fournis ci-après au sujet de ce secteur.

Trois autres secteurs – Technologie, médias et télécommunications (« TMT »), Énergie, ressources naturelles et produits chimiques (« ERNPC ») et Divers (p. ex., sociétés commerciales générales) – présentent des risques particulièrement élevés, puisque 20 % de leurs rapports sont cotés rouge.

#### Analyse du risque par région

L'Europe centrale et orientale (y compris la Russie), l'Asie centrale et le Moyen-Orient / l'Afrique du Nord s'avèrent être les trois régions qui présentent les plus hauts risques liés aux tiers. Dans chacune de ces régions, plus de la moitié des rapports ont obtenu une cote de risque élevé.

L'Europe occidentale, l'Océanie, l'Amérique du Sud et l'Afrique subsaharienne (mais pas l'Amérique du Nord, étonnamment) sont les régions ayant obtenu les meilleurs résultats pour ce qui est de la proportion de rapports identifiant un risque faible ou nul<sup>2</sup>.

#### Quelles sont les limites de la recherche en ligne?

Si votre politique de contrôle diligent concernant les tiers est fondée uniquement sur les recherches de sanctions et d'articles de presse, environ 84 % des risques potentiels liés à l'intégrité pourraient bien vous échapper.

Le processus de contrôle diligent concernant les tiers d'une organisation commence souvent par une vérification sommaire des sanctions. Même si la recherche d'articles de presse est combinée à une vérification des sanctions, il se peut que des risques cruciaux ne soient pas relevés. Bien que la technologie et l'automatisation jouent un rôle de plus en plus central dans le processus de contrôle diligent concernant les tiers, au bout du compte, un certain niveau de recherche manuelle et itérative est nécessaire pour une détection adéquate des risques dans de nombreux pays. Les organisations devront trouver des solutions plus poussées que les vérifications standard, lesquelles ne couvrent habituellement que les sanctions et les articles de presse.

1 Les résultats complets de notre analyse sont exposés dans la publication *Analyse Astrus : Analyse par KPMG des risques liés à l'intégrité des tiers*.

2 Les résultats obtenus pour l'Afrique subsaharienne sont légèrement faussés, puisque 50 % des rapports de cette région portaient sur des sujets en Afrique du Sud.